GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX

AVEC HARLAY-DU-PALAIS, 2
au coin du quai de l'Horloge
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

ABONNEMENT
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS
Un an, 72 fr
Six mois, 36 fr.—Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

Sommaire.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. réunies) : Discours de rentrée. — Cour impériale de Paris : Discours de rentrée. — CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. réunies).

Présidence de M. le premier président Troplong.

Audience solennelle de rentrée du 4 novembre.

DISCOURS DE RENTRÉE.

La Cour de cassation, au sortir de la messe du Saint-Esprit, s'est réunie aujourd'hui, à midi, dans la grande-chambre pour son audience solennelle de rentrée. M. le premier président Troplong présidait la séance. M. le procureur-général Dupin, retenu chez lui par une légère indisposition, était remplacé, à la tête du parquet, par M. le premier avocat-général de Marnas.

Avant l'ouverture des portes, M. le premier président désigne une députation, composée de MM. les conseillers Calmettes, de Vergès, de Carnières et de M. l'avocat-général de Peyramont, qu'il invite à se rendre au devant de Mgr le cardinal-archevêque pour l'introduire dans la prétoire. Son Eminence s'avance bientôt, accompagnée des magistrats députés vers elle, et prend place sur les hauts sièges, à la droite de M. le premier président.

Les portes sont alors ouvertes au public, et lorsque le silence s'est établi, M. le premier président donne la parole à M. l'avocat-général Savary, chargé de prononcer le discours d'usage. L'orateur avait pris pour sujet : *De la Magistrature française, et de son influence sur la société.* Il s'est exprimé en ces termes :

Monsieur le premier président, Messieurs,

L'honneur de porter la parole à cette audience est, pour un membre du parquet encore nouveau parmi vous, un péril augmenté par la nature du sujet que M. le procureur-général a choisi et qui semble lui appartenir en propre par le double privilège des services et du talent. Quelle témérité, si elle ne trouvait son excuse dans un devoir à remplir, que de vous entretenir, à sa place, de la magistrature française et de son influence sur la société ! Devant une Cour qui a recueilli dans son sein et qui voit avec orgueil briller à sa tête les plus grandes illustrations de l'ordre judiciaire, comment traiter un pareil sujet sans craindre de rester au-dessous de vos pensées et des modèles offerts à nos yeux ? Ces lieux mêmes, témoins antiques de ce qu'il y a eu de plus mémorable dans les fastes judiciaires, accablent notre faiblesse sous la majesté des souvenirs ; et plus on a le sentiment de la grandeur de l'institution qu'ils ont vue naître et se développer, plus on sent son insuffisance pour en parler d'une manière digne d'elle et de vous.

Il n'y a, dans un Etat, aucun intérêt plus universel et plus important que celui d'une bonne disposition de la justice ; c'est le principal ressort de l'ordre social. Vainement un peuple serait doté de la législation la plus sage, si elle était dépourvue de son application par les juges, dont l'œuvre rend seule efficace celle du législateur. L'action des lois qui président à toutes les relations de la vie civile vient se résoudre dans l'action de la justice, et la société elle-même ne peut exister que par le droit de punir qui lui appartient, sur le membre qui l'a trahie, que par l'intermédiaire des Tribunaux ; le souverain, dans un Etat bien réglé, ne se réservant que les grâces. Ainsi, tous les droits reposent sous la garde de l'autorité judiciaire et trouvent leurs garanties dans l'intégrité, le savoir, l'indépendance des magistrats.

Dans aucun pays, ces vérités n'ont été mieux comprises qu'en France, où s'est conservée la tradition d'une confiance respectueuse dans la magistrature. Son nom seul y réveille dans les esprits l'idée des plus mâles vertus : le sentiment du devoir, le respect du droit, la gravité des mœurs unies à la science. Parcourez l'histoire du peuple français, vous y trouverez partout les preuves de son attachement pour ses magistrats et des services sont liés à ses progrès.

Il ne suffit donc point de s'en tenir à une seule époque pour se rendre compte du caractère de la magistrature et de son influence. Sans doute l'époque de 1789 a été, pour l'ordre judiciaire comme pour les autres institutions, l'ère d'une grande rénovation. L'Assemblée constituante en a posé les nouvelles bases et a proclamé les principes qui doivent le diriger et le gouverner. Quelques années plus tard, un génie organisateur a donné à la magistrature sa constitution actuelle, sa hiérarchie, la force et l'autorité qui lui manquaient. Mais, pour en faire les premiers éléments et comme la matière et le principe, il faut remonter plus haut et pénétrer plus avant dans les origines, car la force des institutions tient, du moins en partie, à leurs racines dans le passé.

Le besoin et l'instinct de règles meilleures dans les rapports de la vie civile ont, de bonne heure, poussé les esprits à la recherche et à la poursuite de cet idéal de justice et d'équité qui peut être altéré dans les coutumes d'une société encore barbare, mais qui n'est jamais entièrement effacé dans les sociétés civilisées. La force était le ressort du régime féodal, de l'ancien régime, le duel et les épreuves du feu et de l'eau. Au treizième siècle, on vit paraître une milice (milice) à la mission de satisfaire, dans la mesure de ce qui était possible, au besoin de justice et d'équité. Pour arriver plus vite à l'unité du droit, il fallait d'abord fonder l'unité de la magistrature, en lutte avec les seigneurs, était la préoccupation et le symbole vivant. Dans ce chaos du moyen âge moderne, chaque institution se faisait à elle-même son organisation, sous l'impulsion des nécessités publiques et du génie national. Les rois, en France, ne tardèrent pas à reconnaître que l'attribution la plus essentielle de la souveraineté était la dispensation de la justice, parce qu'elle résolvait le premier besoin des peuples. Mais il était malaisé de saisir la juridiction, qui était tombée avec les autres attributions du prince dans les mains des seigneurs féodaux. A la fin du premier siècle de la justice, la couronne reconquit le ressort de justice, et le plus fort lien qui soit, au dire de Lamoignon, pour maintenir la souveraineté.

Les légistes furent de précieux auxiliaires pour la royauté, dans cette guerre de procédure qui finit par le triomphe de la couronne sur la barbare et du droit sur la force. Nous ne nous arrêterons pas sur les incidents de cette lutte et sur l'histoire de la magistrature, dans laquelle se trouva le germe de la magistrature moderne, déjà fait de main de maître, où l'on aime à retrouver cette richesse de couleurs et cette finesse d'aperçus qui se trouvent dans ses développements, l'attrait nouveau d'un in-

terêt jusque là réservé aux œuvres de littérature, de philosophie et d'histoire (1).

Quiconque a lu ces belles études n'a point oublié qu'au douzième siècle, après une longue nuit, le flambeau de la science du droit fut rallumé à son éternel foyer, l'enseignement du droit romain, qui venait de renaitre dans les écoles d'Italie ; et bientôt, passant les monts, dans celles d'Angers et d'Orléans.

Des juriconsultes formés dans ces écoles furent appelés dans la Cour qui servait de conseil au roi pour la confection des lois, le gouvernement et l'exercice du pouvoir judiciaire. Elevés aux notions d'un droit plus pur, ils s'efforcèrent comme les préteurs romains, de l'introduire dans les lois, dans la jurisprudence, et d'en faire pénétrer les rayons à travers le réseau féodal, jusqu'à ces couches de la population encore privées de presque tous les bienfaits de la vie civile. Ainsi commença la mission laborieuse des légistes en France. Disons à leur honneur, avec l'illustre écrivain que nous ne pouvons nommer ici : « L'origine est belle, et les lettres de noblesse sont de bon aloi. » La Cour du roi se divisa en deux institutions distinctes : le conseil, qui s'occupait des mesures d'administration publique et redigeait les lois ; le Parlement, qui en faisait l'application dans le jugement des procès. Le Parlement et les Tribunaux qui en sortirent devinrent bientôt permanents et furent peu à peu composés de légistes, « les barons n'ayant point voulu changer leur épée en écriture, et le fils de Philippe-le-Bel se faisant scrupule d'empêcher les prélats de vaquer à leurs spiritualités. »

Dès que la civilisation commença à se développer dans un pays et que les relations entre ses habitants s'étendent et se multiplient, le discernement du juste et de l'injuste y devient un art délicat et compliqué. De combien de difficultés ne fut-il pas hérissé en France !

Les appels à la Cour du roi dont tous les opprimés voulaient être les justiciables, y portaient des causes régies par des lois différentes. Droit romain, coutumes, ordonnances des rois, droit féodal, droit canonique : il fallait s'abreuvier à toutes ces sources. Mettez aux prises avec cette diversité le génie national si enclin à l'unité, si ardent à l'introduire dans le règlement des rapports de la vie civile, et vous aurez trouvé le secret des développements de la science dans ce pays, de l'influence réformatrice d'un Dumoulin sur le droit coutumier et féodal, et de l'effort plus merveilleux encore de Coqus reconstruisant l'œuvre des juriconsultes romains comme s'il avait eu la révélation de la pensée primitive et créatrice.

Il faudra, en effet, que le droit émané de tant de sources, aussi divers que les nombreuses coutumes et que les transformations de la loi romaine dans les régions où elle a gardé son empire, soit ramené par plusieurs générations de juriconsultes et, à l'aide de la méthode scientifique, réduit à un certain nombre de principes susceptibles d'entrer, quand le temps sera venu, dans le plan d'une législation uniforme pour toute la France.

Dans un pays où la science du droit a pris un tel développement et a tant étendu son travail de réglementation, il faut des juges de profession préparés par des études spéciales et formés par une pratique assidue à ce métier laborieux et difficile.

La France n'en a point connu d'autres depuis l'époque reculée que nous avons prise pour point de départ. Dès le commencement du quatorzième siècle (2) on voit le ministère public dans l'exercice de son action.

Vers la même époque, on trouve dans les usages, attestés par les ordonnances des rois, les premières traces de l'immovibilité des membres du Parlement (3), que Louis XI, après l'avoir peu respectée dans les premières années de son règne, proclama d'une manière formelle par lettres patentes de 1467. Dès lors, il y eut une magistrature constituée en France ; le peuple prit confiance dans ses juges, et sut faire la différence entre une condamnation par justice ou par commissaires.

L'immovibilité, devenue l'un des principes de notre droit public, est une garantie de l'indépendance des juges donnée aux justiciables. Il importe que la société ait foi dans l'impartialité de ses magistrats ; il ne suffit pas que leur vertu les élève au-dessus de toutes les influences, il faut qu'elle ne puisse être atteinte par aucun soupçon. Il faut que le peuple qui doit accepter leurs décisions comme la vérité même, les voie toujours dans une sphère d'invulnérabilité, de sérénité, comme dans un sanctuaire inaccessible à toute autre influence que celle de la vérité et de la loi.

Mais, dans l'ancienne société française, les institutions les meilleures se proclamaient sous des formes qui semblent en fausser le principe et en altérer le caractère.

Le régime féodal avait établi la patrimonialité et l'hérédité de tous les offices militaires et civils. Les rois établirent, comme un expédient financier, pour subvenir aux besoins de l'Etat, la vénalité des offices de judicature, qui devinrent héréditaires au moyen du paiement d'un droit annuel, la *paulette*. Vainement l'opinion, par la voix éloquente des plus grands juriconsultes, L'Hospital, Guy-Coquille, Loyseau, Euenne Pasquier, s'éleva contre ce commerce des charges de la magistrature qu'ils assimilaient à la simonie, ce trafic des choses saintes condamné par l'Eglise ; vainement les Etats-Généraux et les Parlements eux-mêmes réclamèrent contre cette mesure, elle subsista jusqu'en 1789.

C'est que l'indépendance des juges est un bien si précieux que toute institution qui la garantit, si vicieuse qu'elle soit d'ailleurs, peut tourner à l'avantage de la société. De cette source, justement flétrie, la vénalité des charges, sortit une magistrature qui a laissé de grands souvenirs. La considération dont jouissait un corps judiciaire était une propriété commune à chacun de ses membres que tous s'efforçaient de conserver et d'accroître. Destinés aux mêmes devoirs que son père, le fils d'un magistrat recevait une éducation et des exemples qui le préparaient à la pratique de ces devoirs. Dans ces familles, où l'amour de la justice était transmis en quelque sorte avec le sang, il se formait des traditions d'honneur, de mérite et de vertu. Quels types achevés l'ancienne magistrature n'a-t-elle pas offerts ! Que de noms illustres par les services de plusieurs générations !

Cependant l'éclat de ces grands souvenirs auxquels, avec le temps, il s'était mêlé quelques ombres, ne pouvait sauver une institution qui faisait des fonctions judiciaires un patrimoine héréditaire, à l'époque d'une rénovation sociale comme celle de 1789, qui se séparait par un divorce complet de tout élément de privilège et d'aristocratie. Il faut le dire aussi, parmi les souvenirs qui laissaient les anciennes cours souveraines, les plus éclatants se rattachaient à l'exercice d'une puissance que l'Assemblée constituante n'envisageait point sans inquiétude pour le maintien de son œuvre.

Le Parlement de Paris et, à son exemple, les autres Parlements du royaume avaient affecté des prétentions à une autorité politique dont ils faisaient remonter l'origine à l'époque où la cour féodale du roi réunissait tous les pouvoirs. Ils n'avaient pas tardé à sortir de la réserve que montrait, en 1581,

le président La Vacquerie répondant au duc d'Orléans qui le sollicitait d'intervenir dans les affaires publiques : « Quant à la Cour, elle a été instituée par le roi pour administrer la justice, et n'ont point ceux de la cour l'administration de la guerre, ni de finances, ni du fait et gouvernement du roi, ni des grands princes. »

A défaut d'une participation directe à la puissance législative, les Parlements voulurent en contrôler les actes.

Vous connaissez mieux que nous les débats qui se prolongèrent jusque dans la seconde moitié du dix-huitième siècle au sujet de l'enregistrement des lois dans les Cours souveraines, et du droit qu'elles prétendirent avoir de suspendre cet enregistrement en faisant parvenir au roi leurs remontrances. Nous ne nous étendons point sur ce sujet, qui n'a plus qu'un intérêt historique. On peut admirer le patriotisme et le courage qu'ont déployés les Parlements pour la défense des intérêts du peuple, dans les temps où il était sans organes investis d'un mandat légal ; on doit ajouter qu'ils y furent dès l'origine, en 1319, autorisés et provoqués par les rois eux-mêmes (4). Mais avec les notions sur la divisions des pouvoirs qui, depuis Montesquieu, sont devenues classiques en France, on ne saurait admettre que, dans un Etat bien réglé, la puissance législative soit réunie à l'autorité judiciaire. Il est encore plus manifeste que la loi, une fois édictée, ne peut être suspendue dans son exécution par les juges chargés de l'appliquer.

Entre une magistrature armée de ces vieux privilèges et l'idée que se formaient de l'ordre judiciaire les législateurs de 1789, il y avait un abîme, celui qui séparait l'ancien régime du nouveau. On commença par décréter que l'ordre judiciaire serait reconstitué en entier. Dans la construction du nouvel édifice on ne voulut employer aucun des matériaux qui avaient déjà servi, tant les souvenirs du passé inspiraient de défiance.

Sans doute les bases de l'ancien ordre judiciaire étaient mal assises, ses attributions mal définies et mal circonscrites ; mais il y avait dans ce passé mété de bien et de mal quelque chose à conserver. Laissez un peu de temps s'écouler, attendez qu'il surgisse en France un génie organisateur ; il saura tirer parti de ces anciens souvenirs qui ne sont point effacés dans l'esprit des populations. Son souffle puissait les ranimer, et il y retrouvera, pour une magistrature nouvelle trop librement constituée d'abord, des éléments de force et d'autorité. Mais ne devançons point l'ordre des temps : à chacun son œuvre ; celle des législateurs de 1789 est assez importante pour mériter la reconnaissance de la postérité.

L'honneur de l'Assemblée constituante est d'avoir cherché à réaliser cet idéal de justice et d'équité, ces principes généraux et éternels comme des vérités absolues qui doivent présider aux relations de la vie civile entre des hommes dont elle avait proclamé l'égalité devant la loi. Se séparant des traditions du passé, elle ne consulta que la raison éclairée par les lumières de la philosophie.

C'est en remontant à cette source qu'elle trouva les grandes règles qui sont comme des lois morales pour l'ordre judiciaire, qui dirigent, modèrent, contiennent son action, en excluant l'arbitraire, et mettent tous ses procédés en harmonie avec l'esprit du droit commun qu'il est chargé de faire prévaloir.

On reconnut alors et l'on proclama que la justice est une dette sacrée du souverain, et que ceux qu'il délègue pour l'acquiescer en son nom ne doivent rien recevoir de l'Etat. On abolit la vénalité et l'hérédité des offices, les justices seigneuriales, les Tribunaux d'exception, les privilèges en matière de juridiction, et l'on voulut que tous les citoyens, invertis des mêmes droits, fussent jugés dans les mêmes formes, et, en cas de culpabilité, frappés des mêmes peines par les mêmes Tribunaux. On obligea à motiver les jugements, on força les juges à se rendre un compte sévère du rapport de leurs décisions avec les faits et avec la loi qu'ils ne peuvent plus impunément violer. A tous les Tribunaux on imposa le frein de la publicité des audiences, frein salutaire qui contient dans le respect des formes légales et dans les bornes de la modération ceux qui seraient tentés de s'en écarter.

Trappés du souvenir récent des prétentions parlementaires, les législateurs de 1790 s'appliquèrent à renfermer l'autorité judiciaire dans les limites de ses attributions. Ils lui défendirent de faire des lois au petit pied sous le nom d'arrêts de règlement, de connaître des actes de l'administration et de troubler dans l'exercice de ses fonctions. A toutes ces règles nouvelles qui pouvaient rencontrer des résistances, il fallait une sanction assez fortement constituée pour en assurer l'observation. L'unité de législation dont l'Assemblée constituante proclamait le principe ne pouvait être réalisée que par l'uniformité de jurisprudence : on créa, dans cette vue, le Tribunal de cassation.

L'opinion publique et l'expérience ont également sanctionné d'autres créations des législateurs de 1789, l'introduction du jugement par jurés pour les affaires criminelles, l'établissement des justices de paix et celui d'un Tribunal civil par arrondissement. Mais il restait à faire le choix des instruments par lesquels l'autorité judiciaire serait exercée. La théorie sans l'expérience ne suffisait plus à la solution de ce problème, et le passé inspirait une défiance qui éloignait de tout ce qui lui aurait ressemblé.

Ces temps où toutes les innovations étaient accueillies avec faveur, on proposa l'établissement du jury pour le jugement des affaires civiles. Mais Tronchet, avec sa haute expérience, ne fut pas de ceux qui démontraient que ce système était impaticable en France, où le droit se mêle au fait dans toutes les questions portées devant les Tribunaux, où la preuve testimoniale est, en général, prohibée, où, depuis la législation établie par la sagesse du chancelier de L'Hospital, toute convention d'une certaine valeur doit être prouvée par des actes presque toujours écrits dans une langue technique, qui fait leur interprétation seule, sans parler de leur validité, un problème insoluble pour des hommes dépourvus de la connaissance du droit. On en revint donc à l'institution des juges.

Mais de qui devaient-ils tenir leur nomination ? On avait décrété en 1790 que la justice serait rendue au nom du roi ; par une conséquence naturelle, le monarque, moralement responsable de l'acquiescement de cette dette sacrée, devait avoir le droit des juges. La part du roi fut réduite au minimum qui termine les décisions judiciaires, ce qui fit dire qu'on voulait faire de lui le premier huissier de son royaume. Il fallait s'élever plus haut : la justice est un mode de procurer l'exécution des lois, et, par conséquent, une branche du pouvoir exécutif, d'où l'on doit conclure qu'il appartient à ce pouvoir de nommer les juges et de faire exécuter leurs décisions. Indépendamment des raisons de principe, une considération pratique aurait dû frapper tous les esprits, c'est que le gouvernement possède seul, au moyen des informations qui parviennent de tous les ressorts au centre de l'Etat, le privilège de discerner dans toute l'étendue de l'empire les sujets les plus aptes aux divers emplois de la magistrature.

On soumit les magistrats à l'élection par le peuple, et à la nécessité de se faire réélire après quelques années, en sorte que le sort des juges était à la merci des justiciables. Une fois sur cette pente, il n'y avait plus qu'un pas à faire pour descendre jusqu'au régime des arbitres forcés, que le peuple

devait nommer pour une année, d'après la Constitution de 1793.

On ne pouvait porter plus loin l'oubli de ce qui fait le caractère du magistrat. Ce qui le constitue, c'est la force du lien qui l'unit à ses fonctions d'une manière inséparable. Sa profession n'est pas de celles que l'on peut prendre pour un temps, sauf à en changer plus tard. La vocation qui nous y consacre est, comme la vocation religieuse, un engagement de toute la vie. Ce n'est pas trop, en effet, d'une vie entière se rendre maître d'une science qui n'a point de bornes, et dont les applications, variées à l'infini, ne doivent jamais trouver le juge en défaut. Il faut, en outre, s'y former des habitudes d'esprit qui ne s'acquiescent que par la pratique la plus assidue, une application incessante à tout écouter et à tout peser avant d'arrêter son opinion, une pénétration exercée à démêler la vérité à travers les ambages de la mauvaise foi, une maturité de jugement qui est le fruit tardif d'une longue expérience.

Les vertus même que l'on est en droit d'exiger du magistrat ne sont développées et portées à leur perfection que par leur exercice, par l'habitude du dévouement aux devoirs professionnels qui, lorsqu'il est mis à l'épreuve dans des circonstances graves, élève l'homme au-dessus de lui-même.

C'est tout cela qui donne aux vieillards blanchis dans leurs fonctions une autorité si utile et si imposante au dehors, qu'elle attire le respect public sur la compagnie dont ils sont l'exemple et l'ornement. Aussi le principe de l'immovibilité judiciaire est-il profondément populaire en France, où il répond aux idées et aux sentiments qui méritent le plus d'être ménagés. Notre langue, si rigoureuse dans sa justesse, en a consacré l'expression dans cette phrase usuelle : « La magistrature est un sacerdoce. » Par ce rapprochement qui élève si haut le ministère des magistrats, on reconnaît en eux un caractère en quelque sorte ineffaçable qui ne pouvait se concilier avec l'établissement d'une magistrature temporaire comme celle que l'on avait créée dans la Révolution.

La dignité et la force que la magistrature doit conserver pour accomplir ses devoirs dans toute leur étendue ne lui furent rendues que dans l'organisation de l'an VIII et dans celle de 1810.

En l'an VIII s'ouvrait une ère politique marquée par le génie de Napoléon comme le terme de la période révolutionnaire et le commencement d'un ordre nouveau dans lequel l'ancienne France et la France de 1789 devaient se rapprocher par une transaction, sous l'influence d'un médiateur suprême entre les partis opposés. Il allait présider à ce travail de conciliation entre les lois civiles de toutes les époques et de toutes les régions, et à la fusion de ces éléments divers, dans l'admirable unité du Code qui devait porter son nom, et ajouter à la gloire du guerrier celle de législateur, non moins importante dans un fondateur d'empire. De ce point de vue si élevé, il appréciait toute l'importance de la mission confiée à la magistrature. Il se sentait assez puissant pour communiquer aux institutions judiciaires une force que des gouvernements éphémères n'avaient pas su leur donner.

L'immovibilité fut établie en principe par la Constitution de l'an VIII, qui voulait que les juges fussent nommés à vie. Seulément l'exécution de ce principe fut ajournée à quelques années. En même temps, une hiérarchie fut introduite entre les Tribunaux. Jusque là, on semblait avoir pris à tâche de dépouiller l'ordre judiciaire de tout ce qui relevait son autorité et en haussait le prestige. On admettait deux degrés de juridiction ; mais comment obtenir l'adhésion et le respect publics pour une souveraineté judiciaire errante entre des Tribunaux placés dans des conditions parfaitement égales, et statuant, tour à tour, en appel sur les décisions les uns des autres ?

L'existence de juridictions supérieures, offrant dans leur composition plus de garanties de lumières, pouvait seule donner raison au principe de l'appel et au pouvoir de réformation sur les décisions des premiers juges. On créa, en l'an VIII, les Tribunaux d'appel, qui devaient bientôt prendre le nom de Cours. La même pensée de conciliation que Napoléon apportait dans la législation civile, lui fit choisir pour la résidence des juridictions supérieures les villes où siegeaient naguère les anciennes Cours souveraines et où la puissance des souvenirs, agissant sur l'esprit des populations, aidait au rétablissement d'une autorité qui ne pouvait plus avoir que de salutaires effets. En 1810, ces juridictions supérieures reçurent le nom de Cours impériales, et en même temps, une plus forte organisation.

Le chef de l'Empire avait été frappé de la faiblesse de la justice criminelle, jusque là séparée de la justice civile, réduite à un petit nombre de magistrats et dont l'action était renfermée dans les limites d'un seul département. « Dans l'état actuel des choses, disait-il, la poursuite des crimes est confiée à des fonctionnaires isolés qui ne trouvent pas en eux assez de force pour attaquer les coupables puissants. Le Tribunal ne peut les mettre en mouvement ni ranimer leur énergie. Il faut, si le ministère public néglige ses devoirs, que la Cour criminelle puisse le mander et lui ordonner de poursuivre. Le ressort de la justice criminelle n'est pas assés étendu, et dès lors l'ordre civil n'est pas constitué en France, car il n'existe que lorsque la justice criminelle tient chaque dans le devoir ; c'est surtout dans les pays qui ont une puissance militaire considérable qu'il convient de l'organiser fortement, afin que, dans tous les temps, il arrête le torrent de la force. Il s'agit de former de grands corps, forts de leur nombre et de la considération que leur donne la science civile, au-dessus des craintes et des considérations particulières, qui font pâler les coupables quel qu'ils soient, et qui communiquent leur énergie au ministère public. Il s'agit enfin d'organiser la poursuite des crimes ; elle est nulle dans l'état actuel des choses. »

Ces grandes pensées furent bientôt réalisées ; la justice reçut de la législation de 1810 son organisation définitive. Cette organisation n'a plus été, depuis, modifiée que dans quelques détails par les lois postérieures. Elle peut recevoir encore des améliorations, mais il n'est plus à craindre que des changements désordonnés viennent altérer dans ses bases et dans ses proportions ces majestueuses ensembles qui a subi l'épreuve du temps et de l'opinion, et qui excite l'admiration des peuples étrangers.

Il a été respecté, même par les révolutions. Cependant, il y a quelques années, un désordre plus profond, s'attaquant non seulement aux pouvoirs établis, mais aux principes admis par la raison publique pour fondements de l'ordre social, menaça la justice elle-même. Il vint un moment où l'on déclara l'immovibilité judiciaire incompatible avec le gouvernement d'alors, ce qui équivalait à déclarer ce gouvernement incompatible avec l'indépendance des juges. Mais la Providence qui avait permis ce désordre, comme pour avertir les esprits du danger de leur inconstance, en arrêta bientôt le cours. Le grand homme qui avait retiré, il y a quarante ans, la France de l'anarchie, revint dans un prince du même sang, héritier de sa mission réparatrice, qui commença ses glorieuses destinées par le rétablissement de l'ordre et des institutions qui en assurent le maintien. Quelle ne dut pas être l'émotion de tous les hommes voués au culte de la justice lorsqu'ils virent le prince venir lui-même dans ces lieux pour relever la magistrature un moment ébranlée, et pour consacrer, par un grand acte solennel, la restauration du principe de l'immovibilité judiciaire ! Les magistrats furent alors bien vengés par ce témoignage qui leur fut rendu : « Il est consolant de penser qu'en dehors

(1) V. les articles de M. le premier président Troplong, dans la *Revue de législation et de jurisprudence*, t. I^{er}, p. 401 ; t. II, p. 5.
(2) V. Pardessus, *Essai historique sur l'organisation judiciaire*, p. 192.
(3) V. Pardessus, *Essai historique sur l'organisation judiciaire*, p. 169 et suivantes.

(4) V. Pardessus, *Essai historique sur l'organisation judiciaire*, p. 202.

des passions politiques et des agitations de la société il existe un corps d'hommes n'ayant d'autre guide que leur conscience, d'autre passion que le bien, d'autre but que de faire régner la justice. Ce palais, où depuis tant de siècles la justice a fixé sa demeure, a été témoin de grands événements retracés naguère ici dans un savant discours; mais parmi les souvenirs qu'il rappelle il n'en est aucun qui soit resté plus profondément gravé dans le cœur des magistrats.

Nous avons indiqué, sans omettre la plus lointaine, les principales origines d'où la magistrature française est sortie : elle a conservé à des degrés divers les traces de leur empreinte. Sans doute, l'ordre judiciaire n'a rien dans sa constitution actuelle qui ressemble à la situation aristocratique de l'ancienne magistrature. Renfermé désormais dans le cercle de ses attributions, il n'a point hérité de ces privilèges ni de ces prétentions qui associaient les Parlements à tous les mouvements politiques et les jetaient dans la mêlée des partis, au risque de faire perdre à la justice le caractère de neutralité, d'impartialité sereine qui fait sa véritable autorité. Mais si les magistrats ne peuvent plus former ni une caste, ni un parti, leur vie, passée tout entière dans l'exercice consciencieux d'une sorte de sacerdoce, sous la discipline d'un corps de l'honneur duquel ils sont solidaires, entretient parmi eux des habitudes et des mœurs à part, graves, simples et dignes. C'est par là qu'ils rappellent les magistrats des anciens temps.

Attachés comme eux aux maximes du droit public français, ils sont toujours prêts à les remettre en vigueur, et ils croient s'écrire en même temps les vrais intérêts de la religion, qui leur sont chers, lorsqu'ils ont à défendre contre les écarts d'un zèle excessif les droits de la famille ou de l'Etat. Ils conservent, ainsi, avec les modifications qu'amène la différence des temps, la tradition de principes et de vertus dont la considération publique est le prix; elle leur tient lieu de l'opulence que l'on recherche dans d'autres voies.

Sans doute l'esprit de sociabilité qui caractérise le peuple français rapproche aujourd'hui toutes les professions qui profitent réciproquement de ce commerce, et le magistrat y gagne en connaissance des hommes et des choses. Mais les vices du temps n'atteignent pas son âme préservée de toute souillure par la contemplation et la pratique assidue des devoirs les plus austères. Si une partie de la société, ardente à la poursuite des jouissances matérielles, se livre avec fureur à ces jeux dans lesquels s'engloutissent les patrimoines et les réputations, la magistrature proteste par son exemple comme par ses décisions contre ces spéculations immorales. Quelle impression ne font point alors les enseignements de la justice! La multitude était éblouie par le spectacle corrompu de ces fortunes extraordinaires dont l'édifice s'élevait avec tant de rapidité; mais la justice en met à nu les fondements; on voit qu'ils ne sont formés par la violation des règles et des garanties qui font la sûreté des particuliers. Ainsi la justice raffermie en éclairant la moralité publique, et la société avertie apprend à se défendre des trompeuses amorces qui l'avaient un moment séduite.

Ce qui rend les décisions de la justice si fécondes en utiles enseignements, c'est, avec la publicité des jugements, l'obligation imposée aux Tribunaux de les motiver, de constater les faits prouvés à la charge du prévenu, et de qualifier ces faits; c'est-à-dire de déterminer leur rapport avec la loi qui les réprime. L'opinion pourrait s'égarer, si elle n'était ainsi ramenée à la connaissance et au respect des saines doctrines.

Dans ces temps de troubles encore peu éloignés de nous, où toutes les notions du juste et de l'injuste semblaient confondues, que d'idées subversives ont eu cours qui feraient de nouveaux ravages dans les esprits si elles n'étaient combattues avec les armes de la raison et de la loi! Dans une autre époque, celle des affaires et des spéculations si actives à notre époque, des usages dangereux prendraient insensiblement la place des opérations régulières et seraient facilement acceptés par une partie du public comme étant plus rapides et plus dégagés de toute entrave; mais ils ne pourraient obtenir aujourd'hui qu'une faveur passagère. Une autorité plus haute, celle de la loi, veille dans les Tribunaux, et au besoin dans la Cour dont la mission spéciale est de la faire respecter. Les décisions judiciaires compareraient devant elle pour y rendre compte de la doctrine qu'elles contiennent, et, si l'erreur parvenait à s'y glisser, vos arrêts, remuant en lumière la vérité légale, en raffermiraient l'empire dans les esprits.

C'est ainsi que s'élabore par le concours de toutes les juridictions et de la Cour de cassation un résultat précieux pour l'enseignement de tous, la jurisprudence, dont un éloquent discours vous a montré naguères commencement dans l'histoire des *Olim*.

Des longtemp, dans les anciennes circonscriptions de Cours souveraines, des juriconsultes s'étaient appliqués à recueillir la série des arrêts qui, sur chaque matière, servaient de règle dans le ressort, et, pour aider à en saisir les distinctions, les nuances, ils y ajoutaient des notices qui faisaient connaître, autant que possible, les espèces. Mais combien la jurisprudence n'a-t-elle pas gagné en richesse et en clarté depuis que toutes les Cours, en France, chargées d'interpréter la même législation par des arrêts motivés, travaillent à ciel ouvert sur le même fond sans cesse mieux éclairé par des applications qui se multiplient continuellement! Leurs décisions, qui portent avec elles leur commentaire, conservées non seulement dans un recueil officiel, mais encore dans d'autres recueils faits avec soin par des juriconsultes distingués, deviennent un élément considérable de la science du droit.

La jurisprudence fournit une riche matière à cet utile contrôle que les écrivains, les professeurs des écoles exercent au nom de la théorie, et, à son tour, elle tempère ce que la doctrine a de trop absolu dans ses déductions, par cet esprit pratique qui ne s'acquiert qu'au contact et au maniement des affaires.

La jurisprudence n'est autre chose que le droit mis en mouvement, en action; car le droit n'est point une lettre morte condamnée à l'immobilité. Il s'étend et s'élargit en combant, s'il le faut, les lacunes de la loi écrite pour s'accommoder à tous les besoins qui naissent journellement de la variété des intérêts nouveaux, des progrès de l'industrie, des développements de la civilisation. A certaines époques, le droit se modifie même dans son caractère et dans son esprit.

Ce n'est pas en vain que la philosophie a protesté, au nom de l'humanité, contre les vices de l'ancienne législation criminelle.

Non seulement ce régime barbare a été remplacé par une législation plus humaine, suivie elle-même de réformes qui l'ont de plus en plus adoucie; mais l'esprit qui a dicté ces réformes préside à leur application. Ainsi, le droit de la défense, autrefois méconnu, est devenu pour nous un principe tellement sacré, qu'il s'est développé dans des conséquences que la jurisprudence a formulées comme résultant de l'esprit de la loi, sans qu'elles y fussent expressément écrites. L'omission de toute formalité de nature à intéresser la défense est considérée comme un vice qui entraîne la nullité de la condamnation d'un accusé. C'est la théorie des nullités substantielles que votre jurisprudence a mise en pratique.

La magistrature s'inspire de cet esprit vraiment libéral. Les magistrats, en France, plus qu'aucune autre classe de la société peut être (car nous ne les séparons pas des avocats associés à la même œuvre) se trouvent initiés par leurs études au culte du droit commun, et imbus, dès leur jeunesse, de ces notions philosophiques de justice, d'équité, qui sont comme l'élément supérieur dans lequel se retrempe sans cesse l'ordre judiciaire; mais ils savent concilier avec ces tendances l'obéissance à la loi, qui est le premier devoir du juge. Ils ne prétendent point à une omnipotence interdite au magistrat, qui, attaché à la règle, ne doit point porter dans le Tribunal ses propres pensées ni des adoucissements ou des rigueurs arbitraires, et qui veut que les lois gouvernent et non pas les hommes (5).

L'Empereur Napoléon déclara en 1810, nous avons rappelé ses paroles, que la justice devait être assez fortement organisée pour garantir l'ordre en maintenant chacun dans le devoir. La magistrature a rempli sa destination; depuis que l'Empire est reconstitué dans notre pays, on n'a point entendu parler de Tribunaux d'exception; on n'a point vu se déployer l'appareil de la justice politique, qui semble accuser la justice ordinaire d'impuissance. Il n'y a plus en France deux justices, il n'y en a qu'une, la même pour tous. On a seulement réservé pour des cas extraordinaires une Haute-Cour, qui se compose de magistrats plus élevés dans la hié-

rarchie, et de jurés déjà honorés du suffrage de leurs concitoyens; on n'a pas même éprouvé le besoin d'y avoir recours. Cependant de grands attentats ont été dirigés contre ce qu'il y a de plus auguste et ce qu'il y a de plus saint; en présence de ces attentats, la justice ordinaire a eu son cours, et elle a suffi à sa tâche.

Sans doute, le principe d'autorité nouvellement rétabli lui a prêté sa force, comme ces divinités invisibles dont le secours assuraient la victoire dans les combats célébrés par Homère. Mais ce n'est point là une force d'emprunt, un élément étranger à la justice, et le prince qui a fait que rendre de rétablir cette force dans un pays ne fait que rendre aux institutions la vie et la puissance qui leur appartiennent. Elles y concourent avec lui en faisant aimer et respecter l'autorité, la justice surtout, par l'observation religieuse des formules qui sont autant de garanties, et par l'application du droit commun sans aucun mélange d'arbitraire.

Quelle grandeur morale dans la simplicité de ces moyens! Quel appareil pourrait produire sur le public une impression aussi salubre et aussi profonde? « Pour fermer la bouche à ceux plus audacieux, pour lier les mains aux plus scélérats, je n'ai rien vu, disait un grand jurisconsulte du seizième siècle Pierre Pithou, je n'ai rien connu de plus fort, de plus puissant que la sainte majesté des lois, de la justice et de l'équité. » Cette impression est toujours la même, et la grande masse du peuple, qui sait où sont ses vrais appuis, a toujours foi dans ses magistrats, elle sait qu'ils sont dévoués au maintien de l'ordre légal.

Il s'agit d'énervement défendu dans tous les temps, même sous une forme de gouvernement qui n'avait aucune de leurs sympathies, parce qu'il ne donnait à l'ordre aucune bases solides et aucune garanties de durée. De quelle confiance ne se sentent ils pas animés depuis que la monarchie, appelée par tous les instincts, les traditions, les nécessités s'est relevée sous l'invocation du plus grand nom des temps modernes, depuis qu'un Prince, doué par dessus tout du sentiment et du génie de sa mission providentielle, a rendu l'ordre au pays, la force à nos institutions et à nos armes une gloire qui a replacé la France à la tête des nations! Avec quel dévouement les magistrats ne se serreront-ils pas autour de la dynastie nationale dont la durée peut seule proboguer cette ère de sécurité, de grandeur et de prospérité si heureusement inaugurée dans notre pays!

La magistrature conserve plus que toute autre classe de la société, au milieu de la mobilité générale des esprits, un sentiment traditionnel d'attachement à quelque chose de fixe et de stable, aux institutions établies, et surtout à ce qui, dans les institutions, doit toujours demeurer inviolable et permanent pour abriter tout le reste et pour permettre d'y introduire avec les temps des modifications sans secousses et des progrès sans dangers.

Messieurs, le lien qui attache les magistrats à leurs fonctions les unit également entre eux. Il fait d'un corps judiciaire une famille, et de la perte d'un de ses membres le sujet d'une douleur commune qui doit trouver ici son expression. Des deuils nombreux ont attristé la Cour cette année; elle a perdu, à peu de distance l'un de l'autre, deux magistrats : M. Quenoble et M. de Belleyme, qui, appelés dans son sein vers la même époque, en 1856, ont pu dans ce court espace de temps s'y faire connaître assez pour y laisser de vifs regrets.

M. Quenoble, successivement nommé juge à Soissons, président du Tribunal d'Abbeville, puis de celui d'Amiens, président de chambre dans la Cour d'Amiens et premier président de la Cour de Nancy, avait acquis dans ces fonctions une grande expérience des affaires, à laquelle il joignait la culture de la science du droit, dont il suivait les progrès dans la doctrine avec un soin particulier, car il n'avait de goût et de passion que pour les travaux de son état. Il se trouva ainsi préparé à ceux de la Cour, et dès son entrée, il put tenir sa place avec honneur dans vos savantes délibérations, épreuve difficile pour les membres nouveaux et l'une des sources d'instruction les plus précieuses pour les magistrats qui ont l'avantage d'y assister. Jurisconsulte habile, son mérite aurait grandi dans cette atmosphère favorable; mais sa faible constitution lui permettait profondément atteinte par le coup affreux qui lui enleva la compagnie de sa vie; et depuis cette séparation cruelle, il ne fit plus que languir et s'éteindre. Dans tous les corps dont il fut partie, M. Quenoble a inspiré l'ine pour son caractère comme pour son mérite, et il a laissé de nombreux amis.

La carrière moins uniforme de M. de Belleyme l'a mis tellement en évidence et en rapport avec le public de cette grande cité, que tous les souvenirs ont déjà prévenu l'hommage que nous rendons à sa mémoire. — Après quelques années passées dans les parquets de Corbeil et de Pontoise, il fut nommé procureur du roi à Versailles, puis à Paris; ensuite préfet de police, et plus tard président du Tribunal civil de la Seine, enfin conseiller à la Cour de cassation. L'exercice de ces fonctions très diverses avait ajouté à l'étendue et à la souplesse de son esprit naturellement distingué. Parmi les qualités qui brillaient en lui, on avait remarqué particulièrement celles qui rendent propre au maniement d'une grande administration. Cette capacité peu commune trouva encore à s'exercer utilement dans la présidence du Tribunal de Paris et dans la tenue de ces audiences de référés où le magistrat, appelé seul à prendre, dans des cas d'urgence, des mesures provisoires, mais souvent très importantes, a besoin de joindre un tact fin et sûr à une grande promptitude de décision. M. de Belleyme s'est fait dans la présidence du Tribunal de la Seine un nom qui n'est point oublié. Plus tard la Cour de cassation a profité de sa longue expérience; il y a montré cette finesse d'esprit et cette aménité de caractère qui ont assuré partout son succès.

A ces tributs de douleur, nous pensions, il y a peu de temps, n'avoir plus à ajouter que l'expression des regrets inspirés à la Cour par la retraite d'un bon et aimable collègue, M. Gautier, que la limite fatale de l'âge a séparé de vous dans la plénitude de ses facultés. Mais la mort est encore venue nous envelopper de son ombre; la chambre criminelle devait être, à son tour, frappée comme les deux autres; elle a rendu, il y a un mois à peine, les derniers devoirs à M. Jallon.

Ce magistrat, longtemps voué aux fonctions du ministère public, avait montré, soit devant la Cour de Rome, soit devant celle de Paris, un talent naturel et vif, éminemment propre au service des assises; et il était toujours prêt à prêter avec facilité le poids des plus lourdes affaires. Elevé au poste de procureur général à Amiens, il en fut écarté par la révolution de 1848; mais après le 10 décembre il fut immédiatement rappelé comme procureur général à Caen. — Il avait été bien tôt choisi pour rendre à Paris, dans une autre sphère, des services d'une importance plus générale. Son caractère et son esprit modérés et conciliants le rendaient propre à concourir utilement à l'œuvre que se proposait alors un gouvernement réparateur, celle de fermer les plaies de la magistrature, de ramener dans son sein les hommes de mérite momentanément écartés, et d'assurer l'avenir comme le présent par des choix impartiaux.

Ces qualités de caractère et d'esprit qui lui firent alors tant d'honneur, M. Jallon les a montrées de plus près, soit à la Cour de Caen comme premier président, soit dans cette Cour, où il a terminé sa carrière, hélas! trop courte, et il a laissé partout de vives et profondes affections.

Avocats,

L'histoire de la magistrature, dès son origine et dans tous ses cours, est liée à celle de votre ordre, qui a toujours été associée, à ses destinées, à ses travaux et à ses gloires. Nous avons tous le sentiment de cette solidarité qui vous honore, et nous savons tout le prix de votre utile concours. Continuez de maintenir parmi vous l'observation des règles et des bonnes traditions, d'y former les jeunes membres du Barreau destinés à vous succéder, et d'assurer ainsi à votre ordre un avenir digne de son passé.

Nous remercions, pour l'Empereur, qu'il plaise à la Cour d'admettre les avocats présents à la barre à renouveler leur serment.

Après ce discours, écouté avec une attention soutenue, M. le premier président admet au renouvellement de leur serment les avocats présents à la barre. M. le premier avocat-général se lève ensuite, et demande acte du dépôt qu'il fait sur le bureau de la Cour de la statistique de ses travaux pendant la dernière année judiciaire. Après quoi M. le premier président invite la députation qui a introduit Monseigneur le cardinal archevêque, à reconduire

Son Eminence jusqu'à la sortie du prétoire, et déclare levée l'audience solennelle, la Cour allant immédiatement se réunir en chambre du conseil.

Les chambres civile et des requêtes tiendront demain, mercredi, leurs audiences particulières.

COUR IMPÉRIALE DE PARIS

Présidence de M. le premier président Devienne.

Audience solennelle de rentrée du 4 novembre.

DISCOURS DE RENTRÉE.

A l'ouverture de l'audience, M. le premier président a donné la parole à M. Sallé, avocat-général, chargé de prononcer le discours de rentrée.

Cet honorable magistrat s'est exprimé en ces termes :

Monsieur le premier président,

Messieurs,

Nos traditions, les liens qui nous unissent à nos devanciers, sont nos titres de noblesse, et nous pouvons trouver dans l'exemple des magistrats qui nous ont précédés les nobles encouragements que donne aux descendants d'une illustre origine le souvenir d'ancêtres glorieux.

Cette réflexion, messieurs, nous a inspiré la pensée de ces discours. Appelé par la bienveillance de M. le procureur général au périlleux honneur d'inaugurer aujourd'hui la reprise de vos travaux, je voudrais fixer quelques instants votre attention sur votre propre histoire. Non que je me sente la force de traiter dignement, à plus forte raison d'épuiser un si vaste sujet; mais, parmi les enseignements qu'il contient, il en est qui peuvent être choisis, et dont la mesure, mieux accommodée à ma faiblesse, peut aussi ne pas excéder la durée de cette audience solennelle. Dans l'accomplissement d'une pareille tâche, je rencontrerai quelques figures illustres ou sympathiques, mieux connues de vous qu'elles ne peuvent l'être de moi-même; j'oserai aborder des appréciations déjà faites dans vos esprits ou dans vos souvenirs; je serai donc soutenu par la communauté de sentiments qui nous rattache aux hommes et aux choses dont j'entreprends de vous parler, et je pourrai oublier ainsi un instant peut-être ma propre insuffisance.

Aucune des institutions de notre temps ne peut se dire l'héritière exclusive des anciens Parlements. A leurs fonctions judiciaires, ces grands corps de magistrature, et principalement le Parlement de Paris, joignaient des attributions politiques, dont l'origine remontait fort loin dans le passé, dont l'exercice avait été fécond en résultats utiles, mais dont les progrès du temps devaient faire apparaître les dangers. Ce mélange de la justice et de la politique, dont on a dit avec raison qu'il fut le vice de l'institution, et qu'il devait amener sa ruine, n'a rien pourtant qui puisse surprendre un esprit attentif. Le droit de juger procède en effet de la même source que la souveraineté politique elle-même; l'un et l'autre durent à l'origine se trouver réunis dans la même main. Quand nos anciens rois délèguèrent le soin de rendre la justice à ces Conseils institués près de leur personne qui étaient destinés à devenir plus tard les Parlements, cette délégation n'a pu être d'abord complètement dégagée de tout caractère politique; faut-il s'étonner dès lors que ce germe ait porté ses fruits? Faut-il s'en étonner surtout, quand on sait la part que les Parlements ont prise aux luttes de la royauté contre le pouvoir féodal, le secours qu'ils ont apporté encore à la royauté contre les empiètements d'une autre puissance?

Il arriva tout-fois ce que nous montrons à chaque pas les enseignements de l'histoire. Après d'éclatants services rendus à la royauté et au pays, les Parlements eurent l'ambition de devenir arbitres souverains du pouvoir politique dont ils avaient été les défenseurs. Les deux derniers siècles de l'ancienne monarchie sont pleins du bruit de ces luttes ardentes, où l'on voit le droit d'enregistrer les Edits se transformer en droit de remontrance, puis les refus d'enregistrement se produire à leur tour comme une conséquence logique de ce droit de remontrance. Longtemps déguisées quoique mal contenues, les prétentions parlementaires s'affranchirent enfin de toute dissimulation. C'était à la veille de la Révolution, c'est-à-dire à la veille de la chute commune des Parlements et de la royauté. « Les principes fondamentaux acceptés par la nation entière, » avait dit M. le gars des sciences de Lamoignon, parlant au nom du roi devant le Parlement de Paris, le 19 novembre 1787, « témoignent qu'au roi seul appartient la souveraine puissance dans son royaume, et que la puissance législative réside, sans dépendance et sans partage, dans la personne du souverain. »

La réponse du Parlement, dans sa Déclaration du 3 mai 1788 fut une dénégation formelle opposée à la prérogative revendiquée au nom du roi : « Aux Parlements réside le droit de rechercher la légalité des Edits royaux, et de refuser la transcription sur les registres quand les ordres ne s'accordent pas avec les lois de l'Etat et des diverses provinces. »

Certes, messieurs, sans oublier ni méconnaître la légitimité des réformes sollicitées à cette époque, et des conquêtes si bien tôt réalisées par la Révolution, on peut dire que ce partage de l'autorité législative, poursuivi par le Parlement, tendait à mettre la royauté en état d'abdication, et le pays en état d'anarchie.

La Révolution s'avançait à grands pas; elle allait donner raison aux griefs des Parlements contre la royauté, mais elle allait aussi leur montrer à eux mêmes, en les enveloppant dans la ruine du pouvoir royal, leur impuissance. Elle ne le fit pas toutefois sans rendre un solennel hommage à cette magistrature dont elle avait hâte de prononcer la suppression. « S'il nous eût été possible, lit-on dans le célèbre rapport de Bergasse à l'Assemblée constituante (17 août 1789), d'améliorer simplement, au lieu de détruire pour reconstruire à nouveau, nous l'eussions fait, d'autant plus volontiers que la nation n'a sans doute pas oublié tout ce qu'elle doit à ses magistrats; combien, dans les temps de trouble et d'anarchie, leur sagesse lui fut salutaire; combien, dans des temps de despotisme, leur courage, leur fermeté, leur dévouement patriotique, ont été utiles à la cause toujours abandonnée des peuples... »

Vous avez succédé, messieurs, au Parlement de Paris, dans sa mission la plus exempte de fautes ou d'erreurs. En proclamant dès ses premiers pas que les Tribunaux ne pourraient prendre directement ou indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir législatif, l'Assemblée constituante a fondé la magistrature moderne. On ne verra plus désormais les corps judiciaires suspendre le cours de la justice pour le soutien d'une querelle politique. Le scandale d'arrêts inspirés par les passions du dehors, celui non moins grand de la justice refusée dans un intérêt de parti, n'attristeront aucune des pages de notre histoire. Et si, dans des temps de trouble et d'agitation, la politique entr'ouvre la porte du prétoire, elle se trouvera en présence de magistrats libres de préoccupations extérieures, et puisant dans le calme de leur conscience la force nécessaire pour concilier toujours la fermeté avec la modération.

Mais avant de recueillir cette part, la plus belle et la plus pure de l'héritage de l'ancien Parlement, votre haute juridiction devait subir des épreuves où les souvenirs du Parlement lui-même feraient d'abord obstacle à son juste et légitime développement.

Il n'appartient pas sans doute à la sagesse humaine de renfermer de suite dans de justes limites les changements que le temps amène dans l'organisation des sociétés, et l'histoire politique de tous les temps nous enseigne que les réformes les plus légitimes dans leur principe tendent nécessairement à amoindrir à l'excès les institutions auxquelles on a pu reprocher un excès de puissance.

Après avoir si bien compris que la justice devait être entièrement séparée de la politique et de l'administration, l'Assemblée constituante ne sut pas se défendre contre des craintes ou des défiances exagérées. Bergasse, parlant au nom du comité de constitution, l'avait dit sans détour : « Notre magistrature était fortement instituée pour résister au despotisme; mais maintenant qu'il n'y a plus de despotisme, si notre magistrature conservait toute la force de son institution, l'emploi de cette force pourrait facilement devenir dangereux à la liberté. » Et Bergasse complétait sa pensée en recommandant : « la prudence la plus inquiète et les précautions les plus scrupuleuses dans l'organisation du pouvoir judiciaire. »

Cette prudence inquiète, ces précautions scrupuleuses ont

effectivement présidé à l'œuvre de l'Assemblée constituante. Peut-être cela l'a-t-elle encore à une autre préoccupation. Ne sante se préparant à prendre la place de l'ancien régime, mais une naïveté ne fut pas le défaut de la génération nouvelle; les inspirateurs et les maîtres de la génération nouvelle ont été les quand on déclare la guerre à tout ce qui existe, on accredité ple et le plus facile du monde, puisqu'il semble de voir consist. De là cet enthousiasme et cette foi candide de ce qui de tous les temps, où le sentiment même des difficultés vaincre paraît souvent n'avoir aucune part. En 1791, a dit un écrivain de nos jours, on était dans la fièvre de la nouveauté, on aurait dit, à voir l'enthousiasme général, qu'il n'y avait plus rien à craindre de l'incertitude des jugements humains. C'est sans doute sous l'empire de cette confiance, sanguinement unie à la crainte de voir revivre le passé, que le droit d'appel par exemple, c'est-à-dire la base même et la raison sérieuse. Hétons nous d'ajouter que l'Assemblée, en discutant la voix de Thour et de Tronchet, conserva le droit d'appel judiciaires, elle accepta la bizarre combinaison de Tribunaux de district constitués juges d'appel les uns des autres.

La pensée capitale de l'Assemblée constituante fut que le pouvoir judiciaire devait être placé dans la dépendance absolue de la volonté du peuple. De là, deux vices essentiels : d'une part, l'absence calculée de toute hiérarchie, le fractionnement et l'isolement des Tribunaux dispersés sur la surface du pays; d'autre part, la nomination des juges livrée aux hasards de l'élection populaire, et la durée limitée de leurs fonctions.

Il est curieux de remarquer qu'en refusant l'immovibilité aux juges, on accordait aux officiers du ministère public, qui devaient être nommés à vie par le roi, et destituables seulement pour cause de forfaiture! C'était de la défiance en core, mais cette fois de la défiance contre le pouvoir royal. Bien plus, on eut l'idée de diviser les fonctions du ministère public; et la poursuite des crimes et délits, rattachée aux officiers nommés par le roi, fut réservée à des délégués élus par le peuple. « Contre qui se commettent les crimes et les délits, si ce n'est contre le peuple? » s'était écrié un des auteurs les plus influents de l'Assemblée? « C'est donc au nom du peuple, et par un délégué du peuple qu'ils doivent être poursuivis! » Il faut répondre avec un publiciste de notre temps : « Le principe de la souveraineté populaire conduit bien vite à nier la légitimité des pouvoirs indépendants. »

L'édifice élevé par l'Assemblée constituante, un instant violé par les orages de la révolution, reparut quand le ciel fut devenu plus calme. Mais il réclamait, on le comprend, de nombreuses améliorations.

La Constitution directoriale de l'an III fit rentrer d'abord le principe dissolvant de l'élection des juges par l'établissement d'un système d'élection à deux degrés. La Constitution de l'an VIII l'atteignit plus profondément, en remettant aux mains du gouvernement la nomination des juges autres que les juges de paix, à la seule condition de les choisir sur les listes d'éligibles. Enfin, le Sénat-Consulte de l'an X achève de l'exclure par une disposition qui attribue au Premier Consul, la nomination des juges de paix eux-mêmes.

A la loi constitutionnelle de l'an VIII appartient l'honneur d'avoir établi l'immovibilité, garantie précieuse, malheureusement méconnue par l'Assemblée constituante, et dont la vertu s'était montrée déjà sous l'ancienne monarchie, puisqu'elle avait suffi à cette époque pour corriger, suivant l'expression de M. Royer Collard, l'opprobre de la vénalité.

Ce principe salutaire n'a pas cessé depuis d'être une des bases fondamentales de l'organisation de la justice. Et si, par le malheur des temps, il a pu subir quelques atteintes, il a reçu sa consécration définitive dans une circonstance solennelle présente encore à tous les souvenirs. On ne parlera jamais d'immovibilité dans une assemblée de magistrats, sans rappeler l'heureuse et énergique éloquence déployée en 1830 par M. le procureur-général Dupin contre les propositions d'ordre judiciaire fut alors menacé. Cependant, une autorité plus grande encore s'attache à ces nobles paroles, prononcées en 1849 par le Prince-Président dans la personne d'un magistrat public saluait d'avance l'Empereur Napoléon III : « Aux époques agitées, dans les temps où les notions du juste et de l'équitable semblent confondues, il est utile de relever le prestige des grandes institutions, et de prouver que certains principes renferment en eux une force indestructible. On aime à pouvoir dire : Les lois fondamentales du pays ont été renouvelées; tous les pouvoirs de l'Etat sont passés en d'autres mains; et cependant, au milieu de ces bouleversements et de ces naufrages, le principe de l'immovibilité de la magistrature est resté debout! (1) »

Nous touchons, messieurs, aux derniers développements de ce travail de réorganisation qui devait aboutir à l'institution des Cours impériales.

L'étrange et vicieux expédient des appels circulaires, qui, sous prétexte d'égalité, constituait les Tribunaux du même ordre, juges d'appel les uns des autres, avait disparu par la création de vingt-neuf Tribunaux d'appel établis en l'an VIII. Le sénatus-consulte de l'an X avait créé la hiérarchie judiciaire, en donnant un droit de surveillance au Tribunal de cassation sur les Tribunaux d'appel, à ceux-ci sur les Tribunaux de première instance, à ces derniers sur les juges de paix.

Enfin, les grands corps judiciaires, et les chefs placés à leur tête, avaient reçu, en vertu du sénatus-consulte de l'an XII, ces dénominations solennelles de *Cour de cassation* et de *Cours d'appel*, ces titres de premier président et de procureur général, qui rattachent si utilement la magistrature moderne aux traditions et à la gloire de l'ancienne magistrature.

Une dernière et importante réforme restait à accomplir; elle s'est faite attendre jusqu'en 1810.

La distinction introduite par l'Assemblée constituante dans les fonctions du ministère public, pour retirer aux officiers nommés par le roi la poursuite des délits et des crimes, reposait sur une division semblable établie dans les fonctions des juges, et que les lois postérieures avaient constamment respectée. Le sénatus-consulte de l'an XII semblait même avoir donné à cet état de choses une consécration définitive. Mais il suffit à l'Empereur Napoléon I^{er} d'y jeter un regard, pour comprendre l'obstacle que le défaut d'unité dans le pouvoir judiciaire devait opposer à ses desseins, tout favorables à la grandeur de la magistrature. Il voulut supprimer cet obstacle; et lui-même, au sein du Conseil d'Etat, prit soin d'expliquer ainsi sa pensée : « Il s'agit de former de grands corps de magistrats, et de leur donner une science civile, forte de la considération que donne la science civile, forte de leur nombre, au-dessus des craintes et des considérations particulières, qui fassent païr les coupables quels qu'ils soient, et qui communiquent leur énergie au ministère public. »

C'est de cette puissante initiative qu'est sortie la loi du 20 avril 1810, qui opéra la réunion de la justice criminelle à la justice civile. En même temps, et comme pour communiquer leur force à l'œuvre de cette réforme, le titre de *Cours impériales* fut conféré à ces Cours d'appel une partie de sa propre force. M. le premier président de la Cour de Paris, M. de Lamoignon, fut le premier à en profiter.

A l'autorité que la magistrature allait puiser dans la force même de son institution devait s'ajouter le prestige des noms et des souvenirs.

C'était cette pensée sans doute qui, dès la création, en l'an VIII, avait fait placer à la tête du Tribunal d'appel de Paris le petit-fils du chancelier d'Aguessseau. M. le président d'Hippolyte Guiseau avait été précédemment conseiller en l'an VIII, député à l'Assemblée constituante. La position de la Cour de Paris à la réclamer. Nommé en l'an VIII à la présidence du Tribunal de cassation, il s'éloigna en l'an X, pour aller représenter la France à Copenhague en qualité de ministre plénipotentiaire.

Son successeur dans ces hautes fonctions n'y a fait lui-même qu'un passage rapide. Député à l'Assemblée constituante, puis à la Convention, membre du Directoire en l'an VI, M. Treillard avait une importance personnelle déjà considérable, lorsqu'il entra au Tribunal d'appel de Paris, d'abord nommé vice-président. Mais son illustration appartenait à d'autres temps. Il ne saurait entrer dans le sujet de ce discours de la suivre au Conseil d'Etat, où il fut appelé en l'an XI, d'expliquer la part qu'il a prise aux grands travaux légis-

(5) Bosquet, Oraison funèbre de Letellier.

(1) Discours du Prince-Président de la République à la cérémonie de l'installation de la magistrature, le 3 novembre 1849.

ministère public; M^e Rendu et de La Chère soutiendront, pour M. Mirès, la légalité de l'interprétation.

Le Conseil de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation s'est constitué, dans sa séance du 4 novembre, pour l'année judiciaire 1862-1863, de la manière suivante :

M. Marmier, président de l'Ordre; MM. Mathieu-Bodet, premier syndic; Delvincourt, second syndic; Mimerel, secrétaire-trésorier.

Membres du Conseil: MM. Bosviel, Aubin, Darest, de Saint-Malo, Costa et Devaux-Beauvois.

Hier, dans la soirée, vers huit heures, la dame G..., domiciliée rue du Chemin-des-Fourneaux, 15^e arrondissement, entendit de faibles cris venant de l'extérieur. Vouant pour explorer les alentours de la maison, et en arrivant à l'entrée de sa cave elle trouva étendue et abandonnée contre la porte une petite fille paraissant âgée de deux mois. Cette enfant était assez proprement emmaillottée et paraissait dans un état satisfaisant de santé. La dame G... l'a portée chez le commissaire de police du quartier, qui, en l'absence d'indice dans les vêtements, l'a fait inscrire sur les registres de l'état civil de l'arrondissement, et l'a envoyée ensuite à l'hospice des Enfants-Trouvés.

La veille on avait à constater aussi un autre abandon d'enfant dans une circonstance particulière. Une jeune femme portant un paquet dans les bras avait retenu sur le boulevard Bonne-Nouvelle une voiture de place, et avait immédiatement déposé son paquet, puis elle avait annoncé au cocher qu'elle allait prendre d'autres bagages dans une maison voisine et qu'elle reviendrait dans un instant; elle s'était engagée aussitôt après dans une petite rue perpendiculaire, et plus d'une demi-heure s'était écoulée sans que le cocher la revît, quand de faibles vagissements partant de l'intérieur de la voiture firent comprendre à ce dernier qu'il avait été dupé. En visitant le paquet il reconnut, en effet, que le contenu n'était autre qu'un enfant du sexe féminin dont la naissance ne paraissait remonter qu'à une quinzaine de jours. Il s'est empressé de le porter chez le commissaire de police du quartier, qui l'a envoyé à l'hospice des Enfants-Assistés après les formalités d'usage.

DEPARTEMENTS.

BOUCHES-DU-RHÔNE (Aix). — Un déplorable assassinat vient de jeter la consternation dans le terroir d'Aix. Le 28 octobre, M^{me} Bourrelly, épouse Bernard, âgée de cinquante-deux ans, femme du métayer de M^l Artaud, a été assassinée par un malfaiteur dans la cuisine de la maison de campagne qu'elle habitait, au quartier du Malvallat. Son mari, M. Bernard, était occupé aux travaux des champs à deux cents pas tout au plus de l'habitation. Quand il est venu prendre son repas, il a été surpris de trouver la porte fermée. Il s'est introduit alors dans la cuisine par la remise, et a trouvé sa femme étendue sans vie et gisant dans une mare de sang.

La malheureuse avait reçu plusieurs coups sur la tête, dont un avait brisé le crâne, et l'autre les tendons du cou. L'instrument du crime, retrouvé dans la même pièce, était un rondin de bois de cerisier d'environ soixante-quinze centimètres de long, trouvé non loin du cadavre. Le vol paraît avoir été le mobile de cet assassinat. La garde-robe a été forcée, une montre en argent guilloché avec une chaîne en acier et un petit sac contenant quelques pièces de 5 fr. en argent ont été dérobés dans un tiroir à gauche du meuble. Le voleur, dérangé probablement, n'a pas ouvert un autre tiroir à droite où se trouvaient les bijoux de la femme Bernard et une somme de 100 fr. en or.

M. le procureur impérial, M. le juge d'instruction et le docteur Rimbaud se sont transportés sur le théâtre du crime pour procéder aux constatations et aux informations de la justice.

On ignore quel est l'auteur de cet attentat. Les soupçons planent sur un individu de haute taille, mince et assez mal vêtu, qu'on a vu rôder dans le quartier. Le matin, il avait demandé du pain à la campagne Granet; sa figure et sa tournure avaient fort effrayé la domestique, et il s'était dirigé du côté de la campagne Artaud.

Espérons que la justice parviendra à atteindre le coupable, et qu'un aussi grand crime ne restera pas impuni. (Memorial d'Aix).

La librairie Hachette vient de mettre en vente un volume d'histoire contemporaine: Discussion de politique démocratique, par M. Anselme PETETIN. Les lecteurs seront frappés de l'unité des vues qui relie tous ces mélanges, et on peut dire aussi de la stréte

d'inspiration de l'auteur, qui, sur tous les points, a devancé les événements.

M. Thouvenel, ancien ministre des affaires étrangères, vient d'être nommé membre du conseil d'administration des chemins de fer de l'Est.

Dans la même séance, le conseil a appelé M. Thouvenel aux fonctions de président de la Compagnie, en remplacement de M. Drouyn de Lhuys.

L'étude de M. Henri Dufay, avoué de première instance, est transférée rue Ventadour, 1.

Bourse de Paris du 4 Novembre 1862.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 3 0/0, 4 1/2), and Price/Change (e.g., Au comptant, D. 70 70, Baisse x 10 c.).

Table with 4 columns: Instrument, Dern. cours, Plus haut, Plus bas, Dern. cours.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., Crédit ind. et comm., Rentes), and Price/Change.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., Obl. foncière, 1000 f. 3 0/0), and Price/Change.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., Obligat. comm., Ville de Paris), and Price/Change.

SPECTACLES DU 5 NOVEMBRE.

OPÉRA. — Le Trouvère, la Vivandière. FRANÇAIS. — Bataille de Dames, les Caprices de Marianne. OPÉRA-COMIQUE. — La Dame blanche. ODÉON. — Le Testament de César Girodot, le Mariage de Figaro. ITALIENS. — Théâtre Lyrique. — Orphée. VAUDEVILLE. — Les Ivresses. VARIÉTÉS. — Les Bibelots du Diable. GYMNASSE. — Les Ganaches. PALAIS-ROYAL. — Une Corneille qui abat des noix. PORTE-SAINT-MARTIN. — Le Bossu. AMBIGU. — Cadet-Roussel. THÉÂTRE IMPÉRIAL DU CHATELET. — Rothomago. GAITÉ. — Le Courrier de Lyon. BEAUMARCHAIS. — Les Enfants du braconnier. THÉÂTRE-DÉLAZET. — Les Prêches de Saint-Gervais, le Loup. BOUFFES-PARIISIENS. — Orphée aux enfers. THÉÂTRES-COMIQUES. — La Reine Grégoire. LES DES CHAMPS-ÉLYSÉES (8 h.). — Les Canotiers de la Seine. LUXEMBOURG. — Les Hannetons. CIRQUE NAPOLÉON. — Exercices équestres à huit heures du soir. ROBERT HOUÏN (8, b. des Italiens). — Tous les soirs à huit heures, Prestidigitation, Illusion, Magie. CASINO (rue Cadet). — Bal les lundis, mercredis, vendredis, dimanches. — Concert les mardis, jeudis, samedis. SALLE VALENTINO. — Soirées dansantes et musicales les mardis, jeudis, samedis et dimanches.

Imprimerie de A. GUYOT, rue N^e-des-Mathurins, 18.

Ventes immobilières.

AUDIENGE DES CRIÉES.

PROPRIÉTÉ CROIX-NIVERT A PARIS

Etude de M^e MARC, avoué, rue Croix-des-Petits-Champs, 35, à Paris, successeur de M. Poupinel.

Vente sur saisie immobilière, au Tribunal civil de la Seine, le 20 novembre 1862, deux heures de relevée, en un seul lot.

D'une PROPRIÉTÉ sise à Paris, rue Croix-Nivert, 8 et 10, 15^e arrondissement, quartier de Javel.

Elle est composée d'un terrain à usage de chantier et jardin, sur lequel se trouvent deux corps de bâtiments. Le premier se compose d'un corps de bâtiment élevé sur caves d'un rez-de-chaussée, premier étage et grenier, et porte le n^o 8 sur la rue Croix-Nivert. Le second, séparé du précédent, se compose d'un corps de bâtiment élevé sur caves et terre plein d'un rez-de-chaussée, premier et deuxième étages, et porte sur ladite rue le n^o 10. Il existe sur ce terrain d'autres bâtiments d'exploitation. Cette propriété a son entrée principale sur la rue par une porte cochère et une porte charretière. Sa superficie est d'environ 11 ares. Mise à prix, outre les charges: 5,000 fr. S'adresser pour les renseignements: Audit M^e MARC. (3988)

TERRAIN RUE BAUDELIQUE, A PARIS

Etude de M^e CHAUVEAU, avoué à Paris, rue de Rivoli, 84.

Vente, au Palais-de-Justice, à Paris, sur licitation entre majeur et mineurs, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le samedi 22 novembre 1862, à deux heures de relevée.

D'un TERRAIN d'une contenance de 260 mètres environ, sis à Paris (Montmartre), rue Baudelique projeté, près la nouvelle église.

Mise à prix: 5,000 fr. S'adresser pour les renseignements: A M^e CHAUVEAU et Ramond de la Croissette, avoués à Paris; et à M^e Chapellier, notaire à Paris. (3986)

Ventes mobilières.

FONDS DE PHARMACIE

Adjudication, en l'étude de M^e DE MADRE, notaire à Paris, rue Saint-Antoine, 205, le lundi 17 novembre 1862, à midi.

D'un FONDS DE PHARMACIE et de fabrication d'eaux gazeuses et de sirops, exploité à Saint-Ouen (Seine), route de la Révolte, 35, consistant en clientèle, matériel, marchandises et droit au bail jusqu'au 1^{er} avril 1876.

Mise à prix: 4,000 fr. Indépendamment des marchandises, qui seront payées en sus. S'adresser: à M^e Jules Girard, avocat, boulevard Beaumarchais, 101;

Et à M^e DE MADRE, notaire, dépositaire du cahier des charges.

LES MOULINS PACHAN

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui aura lieu le lundi 17 novembre, à une heure, dans la salle Beethoven, boulevard des Italiens, 10.

L'agent général de la Société, E. STIEGLER, Avenue Victoria, 18. (5379)

Les Annonces, Réclames Industrielles ou autres, sont reçues au bureau du Journal.

La publication légale des Actes de Sociétés est obligatoire, pour l'année 1862, dans le MONITEUR UNIVERSEL, la GAZETTE DES TRIBUNAUX, le DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

SOCIÉTÉS.

D'un acte sous seing privé du vingt-deux octobre mil huit cent soixante-deux, enregistré.

Il appert: Que la société formée par acte sous seing privé le vingt et juillet mil huit cent cinquante-six, ainsi enregistré, en nom collectif à l'égard de MM. Henry-Jean Baptiste BELLICARD et Théophile Paul-Joseph BOULONGNE, et en commandite à l'égard d'une troisième personne y dénommée, pour l'exploitation du commerce des vins.

A été modifiée par le retrait du commanditaire arrivé le premier août mil huit cent soixante-deux, jour de l'expiration de la durée fixée à son égard.

Et que, par suite, la raison sociale sera désormais: BELLICARD et BOULONGNE. Pour extrait: Aubin SYLVESTRE, mandataire, rue des Rosiers, 3 bis. (58)

D'un acte passé devant M^e Benjamin-Alfred Prestat, soussigné, et son collègue, notaires à Paris, le vingt-cinq octobre mil huit cent soixante-deux.

Portant cette mention: Enregistré à Paris, septième bureau, le vingt-sept octobre mil huit cent soixante-deux, folio 99, verso, case 7, reçu dix francs pour quittance par M. Lemoine, deux francs pour pouvoir de faire publier, cinq francs pour société, et double décime trois francs quarante centimes, signé Tellez. Il a été extrait littéralement ce qui suit: Objet: M^e Mélanie-Geneviève CHEVILLON, marchande bouchère, veuve de M. Désiré Joseph PENOT, demeurant à Paris, rue Mazagan, 12 (dixième arrondissement); Et M. Eugène-Marie LEMOINE, ancien boucher, demeurant à Montrouge, route d'Orléans, 198. Lesquels ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société dont il va être question.

Article premier. — Raison sociale. — Objet. Il y aura entre les comparants une société en nom collectif dont l'objet sera l'achat des animaux de boucherie pour les faire abattre et les vendre à la cheville, c'est-à-dire par pièces importantes. La raison et la signature sociales sont: Veuve PENOT et LEMOINE. Article dixième. Durée. La durée de la société sera de cinq années et six mois consécutifs, qui commenceront à compter le premier novembre mil huit cent soixante-deux, pour finir le premier avril mil huit cent soixante-huit, sauf le cas de dissolution anticipée résultant de la loi ou des conditions ci-dessus.

Article onzième. Direction de la société. Le siège de la société est fixé à Paris, rue Mazagan, 12, et pourra être transféré en tout autre lieu à Paris par une délibération des associés à la suite des présentes.

Article quatorzième. Direction de la société. M. Lemoine et M^e veuve Penot occuperont conjointement des affaires de la société, mais M^e veuve Penot aura seule

la direction et la signature sociale, dont elle ne pourra faire usage que pour les dites affaires, à peine de nullité des engagements qui y seraient étrangers. Article dixième. Décès de l'un des associés. En cas de décès de l'un des associés avant l'expiration du terme pour lequel la société est constituée, ladite société se trouvera dissoute, et sera liquidée entre l'associé survivant et les héritiers du prédécédé. Article quatorzième. Publication. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait des présentes pour les faire publier conformément à la loi. Pour extrait: Signé PRESTAT. (50)

ERRATUM. DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ GISQUET. Dans le N^o 11094, feuille du samedi 23 octobre 1862, page 1043, 3^e colonne, 2^e ligne (art. 9999), — lisez: Vingt octobre 1862, au lieu de: Vingt-deux octobre 1862. (58)

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis, de dix à quatre heures.

Faillites. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 30 octobre 1862, lequel déclare résolu, pour inexécution des conditions, le concordat passé le 3 septembre 1861, entre le sieur LE BRUN (Eugène-Philibert), en son vivant entr. de bâtiments à Paris-Belleville, rue Mogador, 10, ledit sieur Le Brun aujourd'hui décédé, et ses créanciers; Nomme M. Gervais juge-commissaire, et M. Kneringer, rue de la Bruyère, 22, syndic (N^o 18104 du gr.).

DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 3 NOV. 1862, qui déclarent la faillite ouverte et en fixent provisoirement l'ouverture audit jour: Du sieur BÉTAILLOULOU (Louis), traiteur md de vins, demeurant à Paris-Charente, place de la Réunion, 10, ci-avant, actuellement même ville, rue des Montagnes-Belleville, 28; nomme M. Deslessert juge-commissaire, et M. Sautou, rue Chabanais, n. 5, syndic provisoire (N^o 853 du gr.).

Du sieur FERRÉ (Eugène-Ovide), entr. de mac merie, demeurant à Paris, quai de la Harpe, 10, ci-avant, actuellement même ville, rue des Montagnes-Belleville, 28; nomme M. Deslessert juge-commissaire, et M. Sautou, rue Chabanais, n. 5, syndic provisoire (N^o 854 du gr.).

Du sieur HENNEQUIN (François-Désiré-Bienaimé), anc. huissier, demeurant à Paris, rue du Faubourg-St-Martin, 408, ci-avant, actuellement rue St-Marc Feydeau, 22; nomme M. Deslessert juge-commissaire, et M. Heurley (H.), avenue Victoria, n. 14, syndic provisoire (N^o 855 du gr.).

De la société V. TIPHAGNE et C^e, commission en marchandises dont le siège est à Paris, rue des Marais-St-Martin, 60, ladite société composée de: 4^e Victor Ti-

phagne, demeurant à Paris, rue Pierre-Lévy, n. 43; 2^e Ferdinand Tiphagne, demeurant à Nantes, rue du Calvaire, 20; nomme M. Deslessert juge-commissaire, et M. Pinet, rue de Rivoli, 69, syndic provisoire (N^o 856 du gr.).

NOMINATIONS DE SYNDICS. De la D^e DEBRENNE (Agnès), mdce de vins en gros, rue de l'Orillon, 31, Belleville, le 10 novembre, à 12 heures (N^o 851 du gr.).

De la société J. et M. WELHOFF frères, négociants, dont le siège était à Paris, rue du Petit-Lion-St-Sauveur, 23, ayant succursale à Strasbourg, faubourg de Saverne, 5, composée de Jacques Welhoff et Martin Welhoff, le 11 novembre, à 4 heures (N^o 847 du gr.).

De la société en nom collectif et en commandite Ch. REY et C^e, ayant eu pour objet l'exploitation du Théâtre-Lyrique, dont le siège était à Paris, rue des Fossés-du-Temple, 63, composée de Ch. Rey et d'un commanditaire, le 10 novembre, à 4 heures (N^o 848 du gr.).

Pour assister à l'assemblée dans laquelle M. le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics. Les tiers-porteurs d'effets ou d'endossements du failli n'étant pas connus sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

SYNDICAT. APRÈS REFUS D'HOMOLOGATION. Messieurs les créanciers du sieur GUENARD (Léopold), md de bouillon, rue Saint-Louis-au-Maraais, n. 86, sont invités à se rendre le 10 nov., à 4 heures, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des créanciers, pour attendre que, par jugement du 6 octobre 1862, le Tribunal a refusé l'homologation du concordat passé le 8 septembre dernier, entre Guénard et ses créanciers, s'entendement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

Il ne sera admis que les créanciers vérifiés et affirmés, ou qui se seront fait relever de la échéance. Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffier communication du rapport des syndics et du projet de concordat.

REMBES A HUITAINE. Du sieur TRIDOT (JEAN), md de vins crûs traiteur, rue Bichat, n. 40, le 10 novembre, à 4 heures (N^o 208 du gr.).

Du sieur FOURBRIER (Alexandre-Jean-Baptiste), plombier forblantier, entrepreneur de travaux de plomberie, demeurant à Chagny, Grande-Rue, 132, le 10 novembre, à 12 heures (N^o 421 du gr.).

Pour reprendre la délibération ouverte sur le concordat proposé par le failli, l'attendre, s'il y a lieu, ou assister à la formation du concordat, ou, s'il y a lieu, s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés, tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

Il ne sera admis que les créanciers vérifiés et affirmés, ou qui se seront fait relever de la échéance. Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffier communication du rapport des syndics et du projet de concordat.

PRODUCTION DE TITRES. Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indiquant des sommes à réclamer, MM. les créanciers: De la société de fait DUBOË sœurs, modistes, rue Montmartre, 48, composée de Jeanne Célestine Duboë et Ursule-Ernestine Duboë, entre les mains de M. Boullard, rue St-Opportune, 7, syndic de la faillite (N^o 735 du gr.).

Pour, en conformité de l'article 498 du Code de commerce, être procédé à la vérification et à l'admission des créances, qui commenceront immédiatement après l'expiration de ce délai.

CONVOGATION DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des faillites, MM. les créanciers: Du sieur SCHNEIDER (Joseph), md de grains et fourrages, rue des Posés-St-Marcel, 71, le 10 novembre, à 10 heures (N^o 653 du gr.).

REDDITION DE COMPTES. Messieurs les créanciers composant l'union de la faillite du sieur TESSIER négociant, rue de Foy, n. 4, actuellement boulevard Mazas, 32, sont invités à se

rendre le 10 nov., à 10 heures précises, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour, conformément à l'article 537 du Code de commerce, entendre le compte définitif qui sera rendu par les syndics, le débattre, le clore et l'approuver; leur donner décharge de leurs fonctions; et donner leur avis sur l'exécution de la faillite.

NOTA. Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffier communication du compte et rapport des syndics (N^o 18214 du gr.).

CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIF. RÉPARTITION. MM. les créanciers vérifiés et affirmés du sieur BÉRIAL, entr. de maçonnerie, rue Fontaine-au-Roi, 47, peuvent se présenter chez M. Sargent, syndic, rue de Choiseul, 6, pour toucher un dividende de 26 fr. 25 c. pour 100, unique répartition de l'actif abandonné (N^o 4863 du gr.).

REPARTITION. MM. les créanciers vérifiés et affirmés du sieur COBONNIER, distillateur, rue St-Victor, 40, peuvent se présenter chez M. Breuille, syndic, place Bréda, n. 8, pour toucher un dividende de 41 pour 100, première répartition (N^o 49040 du gr.).

CLÔTURE DES OPÉRATIONS POUR INSUFFISANCE D'ACTIF. N. B. Un mois après la date de ces jugements, chaque créancier rentré dans l'exercice de ses droits contre le failli, le 31 octobre.

De la dame ANTIN, mdce de vins, rue de l'Écluse, n. 43, Baignolles (N^o 813 du gr.).

De sieur et dame COTTEREAU (Jacques-Marcelin et Lucie Henry), mdcs de moles et lingerie, rue St-Louis-au-Maraais, n. 95 (N^o 4864 du gr.).

Du sieur NIÈLES (François-Dominique), négociant à Paris, rue de Grammont, 18 (N^o 679 du gr.).

Du sieur COSTANZO (Alexandre), horloger bijoutier à Paris La Chapelle, rue Lesaint, 8 (N^o 560 du gr.).

Du sieur CRÉMIÈRE, négociant, rue Montmarie, 152, personnellement (N^o 670 bis du gr.).

HOMOLOGATIONS DE CONCORDATS ET CONDITION SOMMAIRES. Concordat GINET. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 9 oct. 1862, lequel homologue le concordat passé le 24 sept. 1862, entre le sieur COULLOURD, md de chiffons, rue de l'André, 11, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. M. Bourbon, maintenu syndic (N^o 48744 du gr.).

Concordat GODON. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 7 oct. 1862, lequel homologue le concordat passé le 9 juillet 1862, entre le sieur GODON, md de lingeries, rue Saint-Honoré, n. 422, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Remise de 40 p. 100. Les 60 pour 100 non remis, payables: 40 p. 100 comptant aussitôt l'homologation; 40 p. 100 un an après l'homologation; 40 p. 100 un an après le dixième paiement, et les trois derniers dixièmes.

Concordat PAYEN. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 15 oct. 1862, lequel homologue le concordat passé le 23 sept. 1862, entre le sieur PAYEN, maître d'hôtel meublé, rue Moutard, 45, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. M. Barbot maintenu syndic (N^o 243 du gr.).

Concordat VOISIN. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 9 oct. 1862, lequel homologue le concordat passé le 24 sept. 1862, entre le sieur VOISIN, limonadier, boulevard Stastopol, 121, ancien 107, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. Obligation, en outre, de payer 3 p. 100 sans intérêts, en six ans, par sixièmes, de l'homologation.

M. Barbot maintenu syndic (N^o 432 du gr.).

Concordat BERSANGE. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 10 oct. 1862, lequel homologue le concordat passé le 28 août 1862, entre le sieur BERSANGE jeune, ancien nourrisseur, à Paris-Vaugirard, actuellement rue Tirèche, 21, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. Obligation, en outre, de payer 40 p. 100 sans intérêts, en quatre ans, par huitièmes, de six en six mois, de l'homologation.

M. Dufay maintenu syndic (N^o 712 du gr.).

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 22 sept. 1862, lequel homologue le concordat passé le 5 sept. 1862, entre le sieur DEVIGNES, charbon forgeron, à Aubervilliers, rue Saint-Maur, 11, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. M. Bégis maintenu syndic (N^o 477 du gr.).

Concordat DAVID. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 30 sept. 1862, lequel homologue le concordat passé le 30 août 1862, entre le sieur DAVID, ancien serrurier, rue de la Victoire, 34, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. M. Bégis maintenu syndic (N^o 749 du gr.).

Concordat COULLOURD. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 5 juin 1862, lequel homologue le concordat passé le 5 avril 1862, entre le sieur COULLOURD, md de chiffons, rue de l'André, 11, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. Obligation, en outre, de payer 20 p. 100 en cinq ans, par cinquièmes, d'année en année, du concordat.

M. Bourbon, maintenu syndic (N^o 48744 du gr.).

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 15 oct. 1862, lequel homologue le concordat passé le 9 juillet 1862, entre le sieur GODON, md de lingeries, rue Saint-Honoré, n. 422, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Remise de 40 p. 100. Les 60 pour 100 non remis, payables: 40 p. 100 comptant aussitôt l'homologation; 40 p. 100 un an après l'homologation; 40 p. 100 un an après le dixième paiement, et les trois derniers dixièmes.

Concordat PAYEN. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 15 oct. 1862, lequel homologue le concordat passé le 23 sept. 1862, entre le sieur PAYEN, maître d'hôtel meublé, rue Moutard, 45, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. M. Barbot maintenu syndic (N^o 243 du gr.).

Concordat VOISIN. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 9 oct. 1862, lequel homologue le concordat passé le 24 sept. 1862, entre le sieur VOISIN, limonadier, boulevard Stastopol, 121, ancien 107, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. Obligation, en outre, de payer 3 p. 100 sans intérêts, en six ans, par sixièmes, de l'homologation.

M. Barbot maintenu syndic (N^o 432 du gr.).

Concordat BERSANGE. Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 10 oct. 1862, lequel homologue le concordat passé le 28 août 1862, entre le sieur BERSANGE jeune, ancien nourrisseur, à Paris-Vaugirard, actuellement rue Tirèche, 21, et ses créanciers.

Conditions sommaires. Abandon de l'actif énoncé au concordat. Obligation, en outre, de payer 40 p. 100 sans intérêts, en quatre ans, par huitièmes, de six en six mois, de l'homologation.

M. Dufay maintenu syndic (N^o 712 du gr.).

VENTES MOBILIÈRES. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Le 5 novembre. En l'hôtel des Commissaires-Priseurs rue Rossini, 6. Consistant en: 7621—Machin à vapeur, à presses mécaniques, 30 000 kilos, de caractères, etc. 7622—Comptoir, 10 litres, chaînes, et quantité d'autres objets. 7623—Comptoir, montres, chaînes, etc. 7624—Glaces, tableaux, chaînes, etc. 7625—Meubles divers, et